

Adoption de la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI) : le Syndicat du Chocolat salue sa publication et rappelle les engagements pris de longue date par ses entreprises

Le ministère de la Transition écologique et solidaire vient d'annoncer l'adoption ce jour de la stratégie de lutte contre la déforestation importée. Cette stratégie vise à mettre fin d'ici 2030 à la déforestation causée par l'importation de produits forestiers ou agricoles non durables.

Le 3 octobre dernier, les entreprises du Syndicat du Chocolat et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères recevaient au quai d'Orsay, en présence du secrétaire d'Etat auprès du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Baptiste Lemoyne et du ministre de l'Agriculture et du développement rural de Côte d'Ivoire, l'ensemble des acteurs de la filière cacao pour un après-midi d'échanges autour des engagements pris depuis de nombreuses années par les entreprises dans la lutte contre la déforestation.

M. Patrick Poirrier, président du Syndicat du Chocolat, rappelait à cette occasion la nécessité pour tous les acteurs de la filière de « **continuer à travailler sur un enjeu majeur et planétaire pour notre filière : la lutte contre la déforestation** ».

Cette lutte est une priorité depuis de nombreuses années pour les entreprises du Syndicat du Chocolat. La déforestation représente désormais près de 12 % des émissions brutes mondiales de gaz à effet de serre et concerne de nombreux pays producteurs de cacao. **Engagées dans des projets innovants privilégiant l'agroforesterie, les entreprises du syndicat, pour la majorité, disposent déjà d'un programme « zéro-déforestation »** qui comprend le développement de coopératives, la diffusion de bonnes pratiques aux cacaoculteurs, l'appui de centres de recherche agronomiques français, la régénération des plantations souvent en partenariat avec l'autorité nationale des parcs forestiers.

A l'heure où des entreprises du syndicat sont engagées au niveau international dans l'Initiative Cacao et Forêt (ICF) aux côtés des gouvernements des pays producteurs notamment, la filière cacao mesure pleinement ses responsabilités sociétales et environnementales pour inventer **les modèles de production durable de demain, préserver la biodiversité de ses bassins d'approvisionnement tout en permettant l'augmentation des revenus des producteurs.** Les entreprises du syndicat savent que les changements attendus ne seront possibles qu'en travaillant localement en étroite collaboration **avec les producteurs mais aussi avec les gouvernements, les certificateurs, les organismes de recherche, les chercheurs et les ONGs.**

Les entreprises du Syndicat du Chocolat saluent l'impulsion importante donnée par la SNDI et réaffirment leur engagement absolu à poursuivre leur lutte contre la déforestation et le dérèglement climatique en élargissant le dialogue entre les différentes parties prenantes de la chaîne de valeur afin de minimiser leur impact environnemental.

Pour plus d'informations sur les engagements des entreprises du Syndicat du Chocolat, consultez : <http://www.alliance7.com/wp-content/uploads/2017/10/Panorama-Les-entreprises-agissent-pour-un-cacao-durable.pdf>

A propos du Syndicat du Chocolat :

Le Syndicat du Chocolat regroupe 90 entreprises, de la PME familiale à la multinationale, qui produisent et commercialisent du chocolat. Il s'agit d'entreprises de première et deuxième transformation, fabricants de produits finis, réseaux de boutiques de chocolat ayant plus de 10 magasins.

Créé il y a près d'un siècle et demi, le Syndicat du Chocolat représente 85% du secteur et plus de 30 000 emplois. Ses missions : accompagner les entreprises pour agir collectivement sur les grands enjeux sociétaux et environnementaux de la filière – notamment en matière de qualité produits - garantir la durabilité du chocolat et le promouvoir dans toute sa diversité auprès des consommateurs.